Démographie et femmes : nouvelles approches

Céline Le Bourdais

Volume 18, numéro 1, printemps 1989

Démographie et femmes

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/010000ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/010000ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association des démographes du Québec

ISSN

0380-1721 (imprimé)

1705-1495 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Le Bourdais, C. (1989). Démographie et femmes : nouvelles approches. *Cahiers québécois de démographie*, 18(1), 3–13. <https://doi.org/10.7202/010000ar>

Démographie et femmes : nouvelles approches

Céline LE BOURDAIS*

Pourquoi à la fin des années quatre-vingt consacrer un numéro spécial des Cahiers québécois de démographie au thème *Démographie et femmes* ? Le sujet peut, en effet, ne pas paraître très neuf puisque les femmes ont par le passé fait l'objet de maintes analyses démographiques. D'une part, à travers l'étude de la fécondité, qui a beaucoup retenu l'attention des démographes québécois, les femmes se sont trouvées au centre de nombreuses recherches¹. D'autre part, l'approche "différentielle"² privilégiée en démographie a aussi eu pour résultat de faire entrer les femmes dans l'analyse, ne serait-ce que dans une optique comparative. L'étude de la mortalité est à cet égard exemplaire; en raison des écarts marqués qui séparent les sexes, rares sont les analyses qui ont été menées sans qu'on y distingue les hommes et les femmes.

Le présent numéro ne vise pas à présenter une revue des multiples études antérieures qui ont porté sur les femmes. Les diverses contributions rassemblées ici constituent davantage un bilan sur la façon dont les femmes sont prises en compte dans les études démographiques récentes. Elles s'interrogent sur les nombreux facteurs qui ont motivé le développement de

* Institut national de la recherche scientifique (INRS-Urbanisation), Montréal.

1. Voir, entre autres, Henripin et Lapierre-Adamcyk (1974), et Henripin et alii (1981).
2. On pourra, à ce sujet, se référer aux nombreux travaux qui ont été présentés lors du dernier colloque de l'Association internationale des démographes de langue française (AIDELF), en juin 1988, dont le thème était la démographie différentielle.

nouvelles approches en démographie, et elles présentent un aperçu des défis auxquels ces approches se trouvent maintenant confrontées.

D'un point de vue théorique d'abord, l'entrée massive des femmes sur le marché du travail remet en question la conception fonctionnaliste de la famille et du rôle des sexes, longtemps dominante dans le champ voisin de la sociologie. Du coup, elle force la démographie à sortir des domaines constitués de la population active et de la fécondité, et à s'engager dans l'étude des interactions qui unissent les mondes du travail et de la famille (Barrère-Maurisson, 1987; Kempeneers, 1987a).

D'un point de vue méthodologique ensuite, les développements théoriques récents de même que la transformation de l'activité des femmes amènent à s'interroger sur la pertinence des données recueillies régulièrement par les organismes officiels, comme Statistique Canada. Ils soulignent, par ailleurs, la nécessité d'adapter les méthodes de cueillette à la réalité mouvante que nous connaissons, si la recherche scientifique veut être capable de continuer à représenter le "réel".

Enfin, les nombreux changements démographiques et sociaux qui sont survenus au cours des deux dernières décennies ont modifié considérablement les conditions de vie des individus, et des femmes en particulier. Ces changements posent à la société des défis politiques de taille, qui ne sont pas neutres du point de vue des inégalités observées entre les sexes; la façon dont on les abordera pourra, dans l'avenir, contribuer à réduire ou, au contraire, à accroître ces inégalités.

LA REMISE EN QUESTION DU RÔLE TRADITIONNEL DES FEMMES

Élaborée au début des années cinquante, la théorie fonctionnaliste a longtemps dominé le champ de la sociologie américaine et elle a fortement influencé la pratique de la recherche en démographie (Piché, 1987). Cette approche pose au départ l'hypothèse d'une division des rôles entre les sexes : à

la fonction principale de pourvoyeur de l'homme s'opposent les fonctions premières de reproduction et d'entretien domestique exercées par la femme au sein de la famille nucléaire (Vandelac et alii, 1985). La participation des femmes à l'emploi n'est alors conçue que comme simple travail d'appoint; ce n'est que "pour répondre à des besoins familiaux que la femme se porte conjoncturellement, accessoirement, secondairement sur le marché du travail" (Barrère-Maurisson, 1987).

Cette conception de la division des rôles entre les sexes se retrouve dans le fractionnement des objets d'analyse que l'on observe en démographie et en sociologie. La famille et la fécondité d'un côté, le marché du travail et la population active de l'autre, constituent deux pôles de spécialisation majeurs dans ces disciplines (Kempeneers, 1987b), sur lesquels vient se superposer une ségrégation par sexe.

Les changements importants qui surviennent à partir de la fin des années soixante, en partie sous l'impulsion des revendications des femmes, vont remettre en question ce clivage entre objets d'analyse. En premier lieu, la progression de l'activité féminine, et surtout son extension à tous les groupes d'âge, soulève la question de la pertinence de la thèse du "travail d'appoint" pour expliquer la participation de moins en moins occasionnelle des femmes au marché du travail. La question de la présence des femmes en emploi ne peut donc plus être abordée seulement sous l'angle de leur vie familiale, mais doit aussi être analysée en fonction du mouvement de restructuration qui a marqué le monde de l'emploi (Barrère-Maurisson, 1987). Le travail féminin, longtemps délaissé par la démographie et la sociologie du travail, se pose dès lors comme nouvel objet d'analyse et, de par sa spécificité, il conduit à un renversement des perspectives traditionnelles. Avec une participation au marché de l'emploi qui se généralise (plus de neuf femmes sur dix entrant au moins une première fois en emploi), "la question, désormais, n'est plus de se demander pourquoi les femmes vont travailler à l'extérieur du foyer, mais bien pourquoi elles sortent du marché de l'emploi et pourquoi elles y reviennent" (Kempeneers, 1987a:88).

En deuxième lieu, les transformations majeures qui ont modifié le visage des familles ont rendu problématique la primauté accordée à la famille nucléaire dans l'approche fonctionnaliste et remis en question la thèse de la complémentarité des rôles entre conjoints (Sgritta, 1987). L'instabilité croissante des unions jointe à la baisse de la natalité et de la nuptialité a entraîné une hausse non négligeable de certains types de familles jusque-là considérées marginales : familles monoparentales, familles reconstituées, femmes vivant seules sont autant de configurations qui coexistent dorénavant à côté de la famille nucléaire "intacte" et qui interpellent la sociologie et la démographie de la famille (Kellerhals et Roussel, 1987). D'une part, l'approche traditionnelle du cycle de vie familiale, qui conçoit le déroulement de la vie adulte comme une séquence linéaire, se voit remise en question puisqu'elle ne permet pas de rendre compte de la "mobilité familiale" accrue que vivent les individus (Roussel, 1987). D'autre part, du fait qu'elles se retrouvent en proportion croissante à la tête de ménages ou familles, les femmes se voient contraintes de jouer à la fois le rôle de l'homme-pourvoyeur et celui de la femme-ménagère à travers l'exercice de la double tâche, souvent sans possibilité de partage avec un conjoint absent ou inexistant.

Par le biais de leur entrée sur le marché du travail, le statut des femmes se trouve donc radicalement modifié. Au rôle de "mère-épouse" s'ajoute dorénavant celui de "travailleuse". Il ne suffit plus alors, pour définir le "travail" des femmes dans la société, d'étudier les seules tâches domestiques qu'elles exécutent à l'intérieur de la famille. "La femme, en *sortant* de la famille pour *entrer* sur le marché du travail, oblige la sociologie (et la démographie) de la famille à s'ouvrir aux structures économiques" (Barrère-Maurisson, 1987:71). Bref, elle force la recherche à s'orienter du côté de l'analyse des interactions qui unissent travail et famille.

La démographie a été sans conteste l'une des premières disciplines à s'engager dans cette voie. De nombreux travaux se sont ainsi attachés à montrer comment l'activité des femmes peut influencer leur niveau de fécondité (pour une revue, voir Kempeneers, 1985, pour les pays développés; pour les pays en voie de développement, on se référera à l'article de Poirier et alii dans ce numéro), alors qu'à l'inverse nombre d'études économiques

s'intéressaient à l'impact de la fécondité sur la présence des femmes en emploi. Comme le soulignent Kempeneers et Saint-Pierre dans leur contribution à ce numéro, si l'existence d'un lien entre fécondité et activité a pu être démontrée, la direction causale de cette relation n'a pu jusqu'ici être établie. Cela est lié, d'une part, à la nature statique et transversale des données sur lesquelles la majorité des études ont dû, faute de choix, jusqu'à tout récemment s'appuyer, et d'autre part à la conception linéaire du principe de causalité au centre de ces études (Sgritta, 1987). Les travaux de nature plus qualitative, conduits au cours des dernières années, et qui ont porté sur l'étude des interactions entre vie familiale et vie professionnelle, remettent en question la dépendance univoque d'une sphère sur l'autre, telle que postulée au départ dans nombre de recherches, et plaident plutôt en faveur d'une analyse dynamique des effets réciproques que ces deux sphères exercent tour à tour l'une sur l'autre. En d'autres mots, "il s'agit de reconstituer non des couples 'variable explicative-variable expliquée', mais des chaînes séquentielles où (le pôle) travail ... et le cours des événements familiaux se combinent avec des priorités successives, pour aboutir à une résultante éphémère qui est déjà le point de départ d'une nouvelle chaîne" (Pitrou, 1987:104).

Travail féminin et fécondité en arrivent donc à être conçus à tour de rôle comme variables dépendantes et comme variables indépendantes dans une approche longitudinale mettant en relation trajectoires professionnelles et trajectoires familiales (pour un tel argument, voir l'article de Poirier et alii dans ce numéro).

LA NÉCESSITÉ DE NOUVELLES DONNÉES

Les développements récents qu'a connus la démographie aux plans théorique et conceptuel, de même que la transformation du rôle des femmes au sein de la société, créent de nouveaux besoins en données et exercent du même coup des pressions sur les organismes officiels de cueillette de données pour que des modifications soient apportées dans les modes de collecte. L'article de Marcoux et Mongeau, qui relate la "petite histoire" du concept de chef de ménage, est à cet égard très intéressant. Il montre bien comment, pour rendre

compte de la situation mouvante des familles et pour contrer les protestations émanant des groupes de femmes, les responsables de Statistique Canada ont dû progressivement modifier la définition sexiste du concept de chef de ménage, qui attribuait d'office le rôle du mari-pourvoyeur à l'homme présent dans une famille biparentale, peu importe la situation de fait, pour ensuite l'éliminer complètement du questionnaire du recensement. Mais il souligne aussi, par ailleurs, comment l'introduction d'un nouveau concept - en apparence plus neutre - favorise toujours, par définition, une propension plus forte des hommes à se déclarer soutien de ménage.

Ce genre d'analyse pose avec acuité la question de l'adéquation entre le réel que l'on veut approcher et ce que les données permettent effectivement de mesurer. Elle montre de façon éloquente que les données collectées et la façon dont elles sont recueillies ne sont pas neutres et qu'elles ne peuvent être analysées en dehors du contexte social et des idées dominantes qui ont entouré leur sélection (Armstrong et Armstrong, 1987). Par exemple, comme l'article de Marcoux et Mongeau le démontre bien, la proportion variable de femmes qui se déclareront "chef" de ménage à un recensement donné apparaît tout autant fonction du nombre véritable de femmes qui contribuent à l'entretien financier de leur ménage qu'à la représentation que les responsables de la cueillette des données se font du rôle des femmes dans la société.

La réalité changeante de la société de même que la perception mouvante qu'en ont les chercheurs et les chercheuses nécessiteraient donc que le processus de cueillette des données fasse constamment l'objet de révisions et de modifications. Dans ce sens, les développements récents qui sont survenus dans les domaines connexes de la démographie de la famille et du travail appellent à une redéfinition des modes de cueillette des données. Dans un premier temps, ils impliquent que soit prise en compte la dimension *temps*, c'est-à-dire qu'on recueille des données longitudinales (de type rétrospectif ou *panel*) sur les trajectoires de vie des individus. Ils nécessitent, dans un deuxième temps, qu'on ne privilégie pas une approche fragmentée mais qu'on tente plutôt de reconstituer les histoires des individus à partir de leurs composantes multiples - familiales, professionnelles et autres. Les deux enquêtes rétrospectives (l'Enquête sur la fécondité et l'Enquête sur la famille)

qui ont été menées au Canada en 1984, et qui toutes deux s'intéressent à l'histoire familiale et professionnelle des répondants, constituent un pas dans cette direction, et il est à souhaiter que d'autres études du même genre suivront.

Comme les enquêtes de ce type coûtent cher, elles risquent malheureusement de demeurer ponctuelles. Dans cette optique, la solution préconisée dans ce numéro par Kempeneers et Saint-Pierre, qui consiste à suggérer certains réaménagements pour la collecte des données recueillies par Statistique Canada dans le cadre d'enquêtes régulières, afin d'adapter les données aux nouvelles avancées conceptuelles qui ont marqué l'étude du travail féminin, est intéressante à plusieurs égards. S'appuyant sur un organisme existant et déjà bien rodé, elle permet d'utiliser au mieux les ressources en place sans générer de nouveaux coûts trop lourds. Elle permet, par ailleurs, l'établissement de séries de données relativement longues, et donc d'analyser le changement sur une assez longue période sans soulever de trop nombreux problèmes de comparabilité. Il y a donc plusieurs avantages à opter pour cette solution; il reste à savoir cependant si les responsables de Statistique Canada sauront (ou pourront) montrer la souplesse nécessaire pour faire de leurs données non seulement un outil efficace de dénombrement, mais aussi un outil contribuant au développement de la recherche.

LES CONDITIONS DE VIE DES FEMMES. UN ENJEU POLITIQUE

Les bouleversements qui ont marqué le monde de l'emploi et de la famille au cours des vingt dernières années ont été nombreux et rapides, et ils ont contribué à transformer en profondeur les conditions de vie des femmes (Le Bourdais et Desrosiers, 1987). Du côté de la famille, on observe une modification notoire dans les comportements démographiques dont plusieurs, comme les unions libres, échappent d'ailleurs à l'enregistrement par les organismes officiels. Les femmes ont aujourd'hui nettement moins d'enfants que par le passé, et elles les ont au cours d'une période de plus en plus concentrée de leur vie reproductive. Avec le développement des technologies médicales, la fécondité apparaît de plus en plus contrôlée, que ce soit par le biais de la contraception, de l'avortement ou de la stérilisation (Marcil-Gratton,

1987). Mais, fait intéressant, en même temps que les différences dans le calendrier et l'intensité de la fécondité s'amenuisent, les comportements des femmes paraissent toujours très variés en matière de reproduction. Comme le montre l'article de Rochon, l'histoire reproductive des femmes diffère d'une génération à l'autre et, plus nettement encore, elle varie en fonction du milieu d'appartenance sociale des femmes : le niveau de scolarité atteint et le type d'activité exercée sont autant de variables qui affectent les comportements reproductifs et matrimoniaux des femmes. Les recherches récentes montrent, d'autre part, que l'histoire matrimoniale des femmes est de plus en plus marquée par la discontinuité, ce qui ne saurait surprendre compte tenu de la progression rapide du divorce et des unions libres (Burch et Madan, 1986; Le Bourdais et Desrosiers, 1988). Ces changements observés au niveau des trajectoires familiales des femmes ne sont pas sans incidence sur leurs conditions matérielles d'existence. Suite à une séparation ou un divorce, par exemple, nombreuses sont celles qui connaissent des phases de pauvreté plus ou moins longues.

L'entrée massive des femmes sur le marché du travail n'a pas, par ailleurs, contribué à réduire de manière significative les disparités salariales que l'on observe entre les sexes. Cela est sans doute à mettre en relation avec le caractère discontinu des trajectoires d'emploi féminines : arrêts de travail pour raisons familiales mais aussi interruptions liées aux contraintes du marché de l'emploi continuent à rythmer la vie professionnelle des femmes (Kempeneers, 1987b; Le Bourdais et Desrosiers, 1988; Robinson, 1987). La contribution de Villeneuve-Gokalp à ce numéro des *Cahiers* illustre bien la difficulté réelle pour les femmes de concilier travail rémunéré et charges domestiques. La possibilité pour une travailleuse de choisir son horaire de travail demeure en gros toujours une exception. En dehors du secteur public, le travail à temps partiel est souvent imposé et, dans bien des cas, il ne règle en rien les problèmes d'organisation des femmes, puisqu'il répond davantage aux besoins des employeurs qu'à ceux des femmes.

L'accès à des services de garde de qualité, et à un prix abordable, constitue donc un enjeu important pour les femmes en quête d'indépendance et d'autonomie financière. Les données de Villeneuve-Gokalp montrent à cet

effet que l'utilisation des services collectifs varie fortement en fonction de la catégorie socio-professionnelle des mères et de la disponibilité des ressources. L'État a, à ce chapitre, un rôle important à jouer. Dans une optique de justice sociale, il se doit de garantir à toutes les femmes, peu importe leur catégorie sociale, l'accès à des services de garde qui leur permettront de se maintenir en emploi de façon continue. Pour beaucoup d'entre elles, ce maintien en emploi représente en fait la condition essentielle pour mener une vie décente au moment de la vieillesse.

L'article de McDaniel qui analyse le problème du vieillissement de la société canadienne en fonction de ses conséquences sur la vie des femmes conclut dans le même sens. Il montre bien que le désengagement de l'État de nombreux programmes sociaux n'est pas neutre du point de vue des inégalités entre les sexes, et qu'il pourrait même contribuer à appauvrir les femmes, par la hausse de la discontinuité du travail féminin que risque de susciter le report vers la famille de nombreuses activités de soins et de soutien autrefois prises en charge par l'État.

Clairement, les femmes se trouvent au cœur des principaux changements et enjeux qui ont touché la société au cours des vingt dernières années. Sans doute est-ce pour cette raison qu'elles occupent une position charnière dans les nouvelles approches qui se dessinent dans plusieurs disciplines des sciences sociales.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ARMSTRONG, P. et H. ARMSTRONG, 1987. "Beyond numbers : Problems with quantitative data". In G. Hofmann (Ed.), Women and Men. Interdisciplinary Readings on Gender, Minneapolis, Fitzhenry & Whiteside, 54-79.
- BARRERE-MAURISSON, M.-A., 1987. "Structures économiques et structures familiales : émergence et construction d'une relation". L'Année sociologique, 37, 67-91.
- BURCH, T.K. et A.K. MADAN, 1986. Formation et rupture d'union. Résultats de l'enquête sur la famille de 1984. Ottawa, Statistique Canada (catalogue 99-963).
- HENRIPIN, J. et É. LAPIERRE-ADAMCYK, 1974. La fin de la revanche des berceaux : qu'en pensent les Québécoises ? Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 164 p.
- HENRIPIN, J. et alii, 1981. Les enfants qu'on n'a plus au Québec. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 410 p.
- KELLERHALS, J. et L. ROUSSEL, 1987. "Les sociologues face aux mutations de la famille : quelques tendances des recherches 1965-1985". L'Année sociologique, 37, 15-43.
- KEMPENEERS, M., 1985. "Quand la démographie s'intéresse au travail des femmes...". Cahiers québécois de démographie, 14, 2, 147-164.
- KEMPENEERS, M., 1987a. Femmes et mouvements du travail. Pour un élargissement de l'analyse démographique de l'activité salariée et de l'activité maternelle des femmes. Montréal, Université de Montréal, Thèse de doctorat.
- KEMPENEERS, M., 1987b. "Questions sur les femmes et le travail : une lecture de la crise". Sociologie et sociétés, 19, 1, 57-71.
- LE BOURDAIS, C. et H. DESROSIERS, 1987. "Modifications de la situation socio-économique des femmes : l'interaction entre l'évolution démographique et les changements dans le marché du travail". Canadian Studies in Population, 14, 2, 147-169.

- LE BOURDAIS, C. et H. DESROSIERS, 1988. Trajectoires démographiques et professionnelles : une analyse longitudinale des processus et des déterminants. Montréal, INRS-Urbanisation, Rapport de recherche soumis au Ministère de la Santé et du Bien-être social, dans le cadre de l'*Étude de l'évolution démographique et de son incidence sur la politique économique et sociale*.
- MARCIL-GRATTON, N., 1987. "Le recours précoce à la ligature des trompes au Québec : des suites indésirables ?". Sociologie et sociétés, 19, 1, 83-95.
- PICHÉ, V., 1987. "La démographie sociale au Québec : un premier bilan". Sociologie et sociétés, 19, 1, 9-23.
- PITROU, A., 1987. "L'interaction entre la sphère du travail et la sphère de la vie familiale". Sociologie et sociétés, 19, 2, 103-113.
- ROBINSON, P., 1987. Interruptions de travail chez les femmes. Résultats de l'enquête sur la famille de 1984. Ottawa, Statistique Canada (catalogue 99-962).
- ROUSSEL, L., 1987. "Deux décennies de mutations démographiques (1965-1985) dans les pays industrialisés". Population, 42, 3, 429-448.
- SGRITTA, G.B., 1987. "Théorie de la famille : savoirs, politiques et changement social". Annales de Vaucresson, 27, 2, 271-290.
- VANDELAC, L., D. BELISLE, A. GAUTHIER et Y. PINARD (éds.), 1985. Du travail et de l'amour. Montréal, Éditions Saint-Martin.